

**DELIBERATION N° DE L'ASSEMBLEE DE CORSE
AUTORISANT LA PRISE EN CHARGE D'UN HEBERGEMENT PAR
LA COLLECTIVITE DE CORSE POUR LE DEPLACEMENT DES AGENTS
DU SERVICE DE L'AUDIOVISUEL ET DU CINEMA LORS DU FESTIVAL
DE CANNES**

SEANCE DU

L'an , le , l'Assemblée de Corse, convoquée le 12 avril 2018, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Guy TALAMONI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** le code général des collectivités territoriales, titre II, livre IV, IV^{ème} partie,
- VU** l'article 30 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2018 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
- VU** le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et certains organismes subventionnés,
- VU** le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,
- VU** l'article 7-1 du décret 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales,
- VU** Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'Etat,
- VU** la loi 2007.209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale (modifiant la loi 84-594 du 12 juillet 1984),
- VU** la délibération n° 08/63 AC du 3 avril 2008 portant revalorisation des taux

de remboursement forfaitaire des frais d'hébergement exposés par des personnels de la Collectivité Territoriale de Corse en déplacement professionnel,

VU l'article 19 de l'ordonnance n° 2016-1561 du 21 novembre 2016 qui fixe les dispositions applicables en matière budgétaire et comptable pour l'année de création de la Collectivité de Corse,

VU la délibération n° 18/010 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 autorisant le Président du Conseil exécutif de Corse à procéder à l'ouverture et à l'individualisation des autorisations de programme (AP) et des autorisations d'engagement (AE) par anticipation au vote du BP 2018,

VU la délibération n° 18/023 AC de l'Assemblée de Corse du 16 janvier 2018 portant délégation d'attributions au Président du Conseil exécutif de Corse,

SUR rapport du Président du Conseil exécutif de Corse,

VU l'avis du Conseil Economique Social, Environnemental et Culturel de Corse,

SUR rapport de la Commission de l'Education, de la Culture, de la Cohésion sociale et de la Santé,

SUR rapport de la Commission des Finances et de la Fiscalité,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à valider la prise en charge directe d'un mode d'hébergement dérogatoire au droit commun par la Collectivité de Corse pendant le festival de Cannes 2018 (du 8 au 19 mai) afin de permettre aux agents concernés d'exercer les missions qui leurs sont dévolues dans des conditions satisfaisantes.

ARTICLE 2 :

STIPULE que le coût de cette prise en charge financière (location d'un appartement pour une semaine pendant le Festival de Cannes 2018) ne saurait excéder un tarif de trois mille cinq cents euros (3 500 €) la semaine.

ARTICLE 3 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité de Corse.

Ajaccio, le

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Jean-Guy TALAMONI